

Achat de l'oléoduc Trans Mountain: la décision du premier ministre Trudeau et ses répercussions au Canada

AOÛT 2019 – Lucas Bellemare

L'ACTION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

À la fin du mois de mai 2018, le gouvernement libéral du premier ministre Justin Trudeau annonce son intention d'acheter le pipeline Trans Mountain, de la compagnie Kinder Morgan, pour la somme de 4,5 milliards \$ (ICI Radio-Canada, 2018). Cette décision constitue une nouvelle étape dans le dossier de l'exportation pétrolière de la province de l'Alberta, mais aussi, de manière plus large, à l'orientation du gouvernement canadien quant à la politique environnementale et énergétique. En effet, il s'agit d'une décision gouvernementale qui ne laisse pas les acteurs impliqués indifférents. Cette fiche synthèse a comme objectif de résumer le contexte ayant mené à cette action, les réactions face à celle-ci ainsi que les possibles considérations futures.

DES INTÉRÊTS DIVERGENTS

Le pipeline Trans Mountain est un oléoduc construit en 1953 traversant les provinces de l'Alberta et de la Colombie-Britannique (Trans Mountain, s.d.). Depuis 2016, un projet d'expansion est en marche pour agrandir un tronçon d'une longueur de 1 150 kilomètres pour augmenter le volume d'exportation, qui passerait de 300 000 barils par jour à 890 000 barils par jour (Trans Mountain, s.d.). Selon l'entreprise, la réalisation de l'expansion de l'oléoduc et des 20 premières années de ses activités permettraient de générer des revenus publics évalués à 46,7 milliards \$ (Trans Mountain, s.d.) Le projet comporte toutefois des opposants. En tête de file se trouve le gouvernement de la Colombie-Britannique. Si l'ancien gouvernement libéral dirigé par Christy Clark s'est positionné en soutien au projet, le nouveau premier ministre, le néodémocrate John Horgan, le condamne pour des

raisons environnementales (The Canadian Press, 2018). Il doit faire face dans ce dossier à la province de l'Alberta, dirigée par la néodémocrate Rachel Notley, de 2015 à 2019, puis par le conservateur Jason Kenney depuis les élections du 16 avril. En effet, les deux gouvernements albertains se sont positionnés en faveur du projet. Pour eux, il est impératif de diversifier les marchés d'exportation pétroliers, dans ce cas-ci l'Asie-Pacifique, en raison de l'abandon du projet Énergie Est vers l'Atlantique Nord et des incertitudes quant au projet Keystone XL vers le golfe du Mexique (Kornik, 2017).

UNE ESCALADE DES TENSIONS

Les tensions entre les deux provinces augmentent au fur et à mesure du développement du projet. Au départ, en 2016, le gouvernement fédéral décide d'approuver l'expansion après que l'office national de l'énergie ait conseillé au cabinet d'aller en ce sens, suite à une étude du dossier pendant 29 mois (Trans Mountain, s.d.). Néanmoins, suite au renversement du gouvernement de Christy Clark précédemment évoqué, le gouvernement néodémocrate britanno-colombien entreprend des mesures pour freiner le projet. Cela se matérialise entre autres par une décision prise en janvier 2018 où la province a suspendu l'augmentation du volume de bitume dilué traversant l'oléoduc tant que des études appropriées ne seraient pas établies (Chan, 2018; The Canadian Press, 2018). Le gouvernement albertain décide de répliquer en s'attaquant aux secteurs économiques britanno-colombiens. Il a suspendu les importations de vin venant de cette province, dont les bénéfices sont évalués à 70 millions \$ en 2017, ainsi que les pourparlers concernant la vente d'électricité, celle-ci

FICHE TECHNIQUE

Achat de l'oléoduc Trans Mountain: la décision du premier ministre Trudeau et ses répercussions au Canada

rapportant 500 millions \$ par année (Rousseau & Dumoulin, 2018). Selon la professeure Sylvie Charlebois de l'Université d'Halifax, ces actions sont caractéristiques d'une guerre commerciale (Rousseau & Dumoulin, 2018).

L'incertitude quant à la concrétisation du projet, caractérisée par les réticences du gouvernement de la Colombie-Britannique et des manifestations anti-pipelines (dont celle du 23 mars 2018 célèbre pour avoir vu la chef du Parti vert fédéral Elizabeth May arrêtée par les forces de l'ordre) a incité la compagnie Kinder Morgan à suspendre ses investissements non essentiels liés au projet au début du mois d'avril (Bergeron, 2018). L'Alberta, blâmant la Colombie-Britannique pour cette décision, décide d'augmenter les pressions d'un cran. La législature adopte la loi 12, permettant à la province de réduire les livraisons de carburant à la Colombie-Britannique; celle-ci réplique par l'intermédiaire de son procureur général, qui menace de poursuivre l'Alberta en justice pour l'inconstitutionnalité de l'utilisation de : « [La] politique énergétique comme arme de représailles commerciales.» (Bergeron, 2018). De plus, le dossier s'est invité à la colline parlementaire, où un débat d'urgence a eu lieu à la Chambre des communes. Considérant que le gouvernement libéral estime que la réalisation de l'expansion de l'oléoduc est d'intérêt national alors que les perspectives s'annoncent sombres, il prend la décision d'acheter Trans Mountain à la fin du mois de mai (ICI Radio-Canada, 2018; The Canadian Press, 2018). De cette manière, le gouvernement espère être en mesure de réaliser le projet.

LES PRINCIPAUX ACTEURS PRÉSERVENT LEURS POSITIONS

Bien entendu, cette décision a été applaudie par le gouvernement albertain et décriée par celui de la Colombie-Britannique. Pour le premier, il s'agit d'une opportunité d'acheminer des revenus supplémentaires au Canada, de créer des emplois et d'acquérir de nouveaux marchés; pour le second, il s'agit d'une décision qui impactera de manière négative l'environnement et des secteurs économiques comme la pêche, le tourisme ou l'industrie du cinéma (Horgan, 2018; Notley, 2018). Parmi les autres factions insatisfaites de cette décision, nous pouvons penser bien entendu à des groupes environnementaux, notamment Équiterre

ou Greenpeace, ou encore le Parti conservateur du Canada, jugeant que les règlementations fédérales ont créé le sentiment d'incertitude vécu par Kinder Morgan, forçant ainsi le gouvernement du Canada à utiliser l'argent des contribuables pour acheter l'oléoduc (ICI Radio-Canada, 2018). Du côté des communautés autochtones, elles sont divisées. En effet, certains estiment qu'il s'agit d'une opportunité pour créer des emplois dans leurs communautés, alors que pour d'autres, le gouvernement fédéral a l'obligation constitutionnelle de consulter les Autochtones, ce qui n'a pas encore été fait (ICI Radio-Canada, 2018). En conséquence, les principaux acteurs dans ce dossier ne changent pas leurs positions, au contraire, puisque la décision d'Ottawa est de poursuivre le projet.

UN PROJET QUI PEINE À AVANCER

Malgré que l'achat du pipeline par le gouvernement fédéral est un témoignage de la volonté du premier ministre du Canada d'aller de l'avant avec l'expansion, les avancées se révèlent être en réalité minimes. À la fin du mois d'août, alors que le gouvernement est officiellement devenu propriétaire de l'oléoduc, une décision de la Cour d'appel fédérale a arrêté tous projets de travaux. Selon la juge Eleanor Dawson, l'évaluation de l'Office national de l'énergie élaborée en 2016 n'était pas adéquate et les communautés autochtones n'ont pas été assez consultées (Lapointe, 2018). Le premier ministre, qui n'a pas dérogé de son intention d'aller de l'avant, affirme néanmoins qu'il faut se plier à la volonté du tribunal afin de réaliser le projet selon les normes (Bellavance, 2018; Tasker, 2018). Cette décision provoque l'ire du gouvernement albertain, qui a répliqué en émettant un gel sur la taxe du carbone et en se retirant du plan national contre les changements climatiques tant et aussi longtemps que les travaux d'expansion ne seront pas commencés (Tasker, 2018). De plus, alors que l'année 2018 se termine et que les travaux ne sont pas enclenchés, l'Alberta décide d'adopter une solution temporaire consistant à l'achat de 7000 wagons pour faciliter l'exportation du pétrole vers des marchés étrangers, opération au coût estimé aux environs de 3 milliards \$ selon certaines prévisions (Bellavance, 2018).

Au moment où ces lignes sont écrites, les acteurs concernés sont toujours dans l'attente d'une quelconque action du gouvernement fédéral, qui

FICHE TECHNIQUE

Achat de l'oléoduc Trans Mountain: la décision du premier ministre Trudeau et ses répercussions au Canada

doit appliquer des consultations et études préalables. À la fin du mois de février 2019, l'Office national de l'énergie, après avoir réexaminé le projet suite à la demande de la Cour, conclu à nouveau que l'expansion de Trans Mountain devrait être approuvée à condition de respecter 156 conditions (Bédard, 2019). Cependant, comme la consultation auprès des peuples autochtones est toujours en cours, le projet ne peut pour l'instant aller de l'avant. C'est dans ce contexte que les élections provinciales albertaines se sont déroulées, alors que la première ministre Notley tout comme son principal adversaire conservateur Jason Kenney, ont utilisé Trans Mountain comme argument électoral (ICI Alberta, 2019). Si cette posture est cohérente avec la vision conservatrice de Kenney, Notley estime que la création d'emplois prime sur la défense de l'environnement, surtout lorsqu'il est question du secteur pétrolier qui représente 25% du PIB de la province (Martin, 2019). Malgré tout, le Parti conservateur uni remporta les élections, et le nouveau premier ministre Kenney, en plus de militer pour la réalisation du projet d'expansion du pipeline, a poursuivi l'escalade des tensions avec la Colombie-Britannique. Dans les heures suivant son assermentation, il a annoncé l'application de la loi 12, adoptée l'année précédente, mais qui n'a jamais été mise en œuvre (Little, 2019). Même si cela ne veut pas dire que ses dispositions sont appliquées dès cet instant, le premier ministre estime qu'elles pourraient l'être si nécessaire (Little, 2019). Quant au premier ministre Trudeau, qui n'a toujours pas dérogé à sa position sur cet enjeu, il espère que l'expansion du pipeline pourra débuter au cours de l'année 2019 (ICI Alberta, 2019). Sa situation est néanmoins tout aussi précaire puisqu'il sera lui aussi en élection en octobre 2019. Ses adversaires conservateurs et néodémocrates pourraient bien à la fois condamner la nationalisation de l'oléoduc ainsi que l'hypocrisie du gouvernement sur le dossier environnemental pour saboter les chances de réélection du Parti libéral.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bédard, Fanny, 2019, «"Trans Mountain est dans l'intérêt du public", dit l'Office national de l'énergie», ICI Radio-Canada [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1154215/expansion-transmountain-rapport-reexamen-one> (page consultée le 13 mai 2019).

Bellavance, Joël-Denis, 2018, «Agrandissement de l'oléoduc Trans Mountain: Trudeau reste évasif sur le début des travaux», La Presse, 20 décembre [En ligne], <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201812/20/01-5208689-agrandissement-de-loleoduc-trans-mountain-trudeau-reste-evasif-sur-le-debut-des-travaux.php> (page consultée le 16 janvier 2019).

Bergeron, Maxime, 2018, «Trans Mountain: la tension grimpe de plusieurs crans», La Presse, 16 avril [En ligne], <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201804/16/01-5161269-trans-mountain-la-tension-grimpe-de-plusieurs-crans.php> (page consultée le 15 janvier 2019).

Chan, Cheryl, 2018, «Horgan defends pipeline stance despite rebuke from Trudeau», Vancouver Sun, 15 février [En ligne], <https://vancouver.sun.com/news/local-news/horgan-defends-pipeline-stance-despite-rebuke-from-the-pm> (page consultée le 14 janvier 2019).

Horgan, John, 2018, « John Horgan "It doesn't matter who owns the Kinder Morgan Pipeline, the risks remain"», MacLean's, 30 mai [En ligne], <https://www.macleans.ca/opinion/john-horgan-kinder-morgan-op-ed/> (page consultée le 14 janvier 2019).

ICI Alberta, 2019, «Rachel Notley prête à aller en campagne élection sans décision sur Trans Mountain», ICI Alberta, 15 janvier [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1147089/rachel-notley-campagne-electorale-trans-mountain-elections-alberta> (page consultée le 16 janvier 2019).

ICI Radio-Canada, 2018, «Le pari de Trudeau sur le pipeline Trans Mountain fait bondir ses opposants»,

Ici Radio-Canada, 29 mai [En ligne], [https://ici.radio-](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1103714/achat-oleoduc-trans-mountain-prolongement-kinder-morgan)

[canada.ca/nouvelle/1103714/achat-oleoduc-trans-mountain-prolongement-kinder-morgan](https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1103714/achat-oleoduc-trans-mountain-prolongement-kinder-morgan) (page consultée le 14 janvier 2019).

Kornik, Slav, 2017, «Alberta Premier Rachel Notley champions Trans Mountain pipeline in Ottawa», Global News, 21 novembre [En ligne], <https://globalnews.ca/news/3872392/alberta-premier-rachel-notley-champions-trans-mountain-pipeline-in-ottawa/> (page consultée le 15 janvier 2019).

Lapointe, Julie-Anne, 2018, «Le pipeline Trans Mountain ne peut aller de l'avant, tranche la cour», ICI Radio-Canada, 30 août [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1120899/pipeline-trans-mountain-cour-federale> (page consultée le 16 janvier 2019).

Little, Simon, 2019, «Jason Kenney cites "deep frustration" as Alberta's "turn off the taps" law proclaimed», Global News, 30 avril 2019 [En ligne], <https://globalnews.ca/news/5224277/turn-off-the-taps-proclaimed/> (page consultée le 13 mai 2019).

Martin, Laurence, 2019, «Le pipeline Trans Mountain: le meilleur ami et le pire ennemi de Rachel Notley», ICI Radio-Canada, 26 mars 2019 [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1160390/pipeline-transmountain-rachel-notley-alberta-elections> (page consultée le 13, mai 2019).

Notley, Rachel, 2018, «Rachel Notley on Trans Mountain "It's time to pick those tools back up, folks"», Maclean's, 30 mai [En ligne], <https://www.macleans.ca/opinion/rachel-notley-trans-mountain-op-ed/> (page consultée le 15 janvier 2019).

Rousseau, Stéphanie et Charlotte Dumoulin, 2018, «L'Alberta suspend les importations de vin de la Colombie-Britannique», Ici Colombie-Britannique et Yukon, 6 février [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1082518/alberta-vin-colombie-britannique-transmountain-pipeline-energie->

FICHE TECHNIQUE

Achat de l'oléoduc Trans Mountain: la décision du premier ministre Trudeau et ses répercussions au Canada

economie-okanagan (page consultée le 15 janvier 2019).

Tasker, John Paul, 2018, «Trudeau committed to building Trans Mountain despite new legal challenges», CBC, 31 août [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/politics/tasker-trans-mountain-trudeau-1.4806361> (page consultée le 16 janvier 2019).

The Canadian Press. «Timeline: Key Dates in the history of the Trans Mountain pipeline», Financial Post [En ligne],

<https://business.financialpost.com/pmn/business-pmn/timeline-key-dates-in-the-history-of-the-trans-mountain-pipeline-4> (page consultée le 14 janvier 2019).

Trans Mountain, s.d. Notre histoire [En ligne], <https://www.transmountain.com/fr/history> (page consultée le 14 janvier 2019).

Trans Mountain, s.d. Projet d'expansion [En ligne], <https://www.transmountain.com/fr/project-overview> (page consultée le 14 janvier 2019).